

Publications économiques et financières



Entreprises

Octobre 2019

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DANS LES DOM

NET REcul EN GUADELOUPE ET À LA MARTINIQUE AU 2^E TRIMESTRE 2019

Au 2^e trimestre 2019, le nombre de défaillances sur un an **recul de 15,9 % dans les DOM** alors qu'il est quasi-stable en France (+0,2 %).

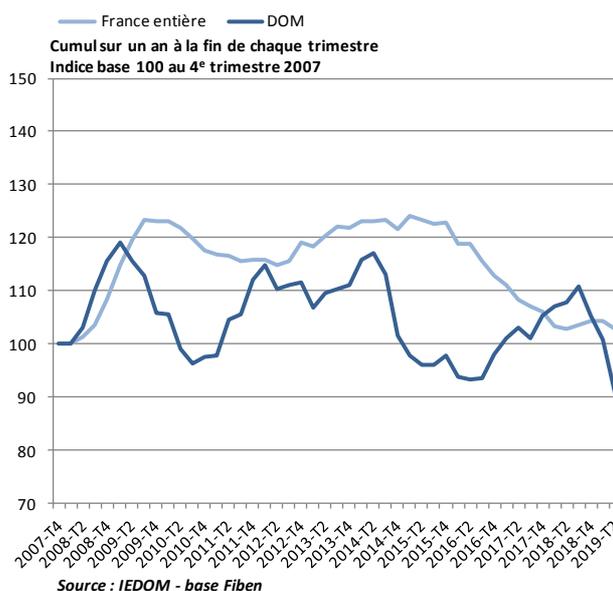
- À la fin du 2^e trimestre 2019, le cumul sur un an du nombre de défaillances s'élève à 1 257, soit 238 entreprises de moins qu'au 2^e trimestre 2018.
- Le nombre de défaillances s'inscrit en **baisse de 14,4 % par rapport au trimestre précédent.**

Les défaillances évoluent à des **rythmes très différenciés** selon les départements :

- légère progression à La Réunion (+1,2 %) et en Guyane (+1,5 %). La Réunion est le seul département d'outre-mer où le nombre de défaillances reste supérieur au niveau précédant la crise financière de 2008.
- Recul marqué en Guadeloupe (-26,2 %) et surtout à la Martinique (-39,4 %) où le nombre de défaillances s'établit à son plus bas niveau depuis plus de 12 ans.

Défaillances d'entreprises dans les DOM

Note : chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.



Tous les secteurs ne sont pas impactés de la même façon par les défaillances.

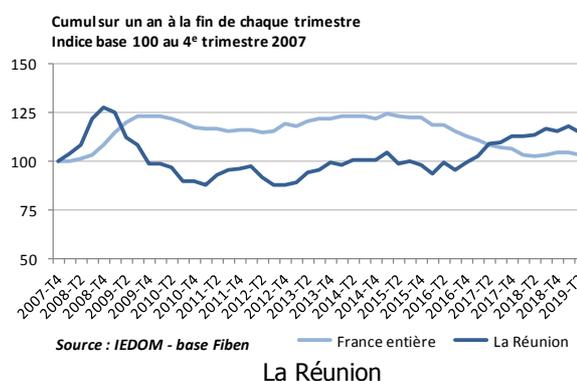
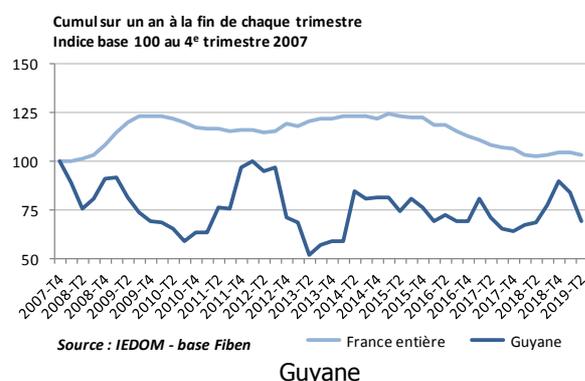
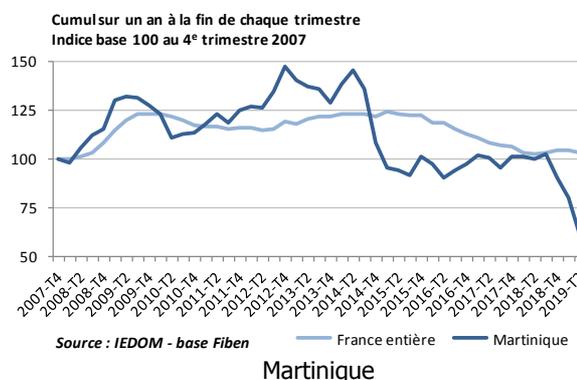
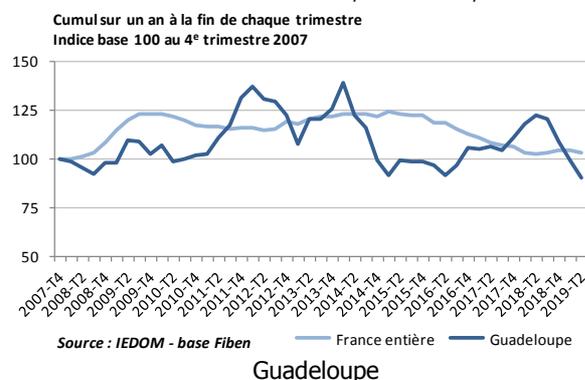
- L'agriculture, sylviculture et pêche enregistrent la plus forte augmentation du nombre de défaillances cumulées sur un an (+70,8 %). Les défaillances progressent également dans les activités financières et d'assurance (+12,0 %) et le transport-entrepôt (+8,5 %).
- Sur la même période, des baisses significatives des défaillances sont observées dans l'information et la communication (-42,3 %), l'enseignement, la santé et les services aux ménages (-40,6 %), les services aux entreprises (-22,2 %), le commerce et la réparation automobile (-20,6 %), l'industrie (-15,2 %) et la construction (-9,2 %).

Les défaillances d'entreprises par DOM

Défaillances en nombre d'unités légales, variations en %

	Cumul sur un an à la fin du trimestre			Données trimestrielles		
	2 ^e trim. 2018	2 ^e trim. 2019	Variation en %	1 ^{er} trim. 2019	2 ^e trim. 2019	Variation en %
Guadeloupe	362	267	-26,2 %	56	72	28,6%
Martinique	396	240	-39,4 %	60	10	-83,3%
Guyane	67	68	1,5 %	19	6	-68,4%
La Réunion	666	674	1,2 %	170	172	1,2%
Ensemble DOM	1 495	1 257	-15,9 %	305	261	-14,4%
France entière	52 751	52 841	0,2 %	14 434	12 663	-12,3%

Source : IEDOM – Base Fiben. Données disponibles fin septembre 2019 - Calcul : IEDOM



Les défaillances d'entreprises par secteur d'activité

Défaillances en nombre d'unités légales, variations en %

Secteur d'activité	DOM						France entière					
	Cumul sur un an			Données trimestrielles			Cumul sur un an			Données trimestrielles		
	2 ^e trim. 2018	2 ^e trim. 2019	Variation en %	1 ^{er} trim. 2019	2 ^e trim. 2019	Variation en %	2 ^e trim. 2018	2 ^e trim. 2019	Variation en %	1 ^{er} trim. 2019	2 ^e trim. 2019	Variation en %
Agriculture, sylviculture et pêche (AZ)	24	41	70,8 %	6	6	0,0 %	1 407	1 411	0,3 %	380	355	-6,6%
Industrie (BE)	158	134	-15,2 %	29	26	-10,3%	3 723	3 640	-2,2 %	994	818	-17,7%
Construction (FZ)	336	305	-9,2 %	69	67	-2,9%	11 654	11 580	-0,6 %	3 125	2 826	-9,6%
Commerce, réparation automobile (G)	286	227	-20,6 %	60	60	0,0 %	11 528	11 365	-1,4 %	3 099	2 733	-11,8%
Transports et entreposage (H)	59	64	8,5 %	17	9	-47,1%	1 885	2 121	12,5 %	586	529	-9,7%
Hébergement et restauration (I)	126	125	-0,8 %	29	32	10,3%	7 115	7 206	1,3 %	1 976	1 653	-16,3%
Information et communication (JZ)	26	15	-42,3 %	4	4	0,0 %	1 337	1 258	-5,9 %	316	323	2,2%
Activités financières et d'assurance (KZ)	25	28	12,0 %	8	8	0,0 %	1 034	1 086	5,0 %	300	257	-14,3%
Activités immobilières (LZ)	41	41	0,0 %	11	8	-27,3%	1 729	1 656	-4,2 %	460	435	-5,4%
Conseils et services aux entreprises (MN)	167	130	-22,2 %	34	26	-23,5%	5 641	5 785	2,6 %	1 553	1 422	-8,4%
Enseignement, santé, action sociale et service aux ménages (P à S)	244	145	-40,6 %	38	15	-60,5%	5 248	5 351	2,0 %	1 545	1 231	-20,3%
Ensemble	1 495	1 257	-15,9 %	305	261	-14,4%	52 751	52 841	0,2 %	14 434	12 663	-12,3%

Source : IEDOM – Base Fiben. Données disponibles fin septembre 2019 - Calcul : IEDOM

MÉTHODOLOGIE

Les défaillances sont recensées en termes d'unités légales – entités identifiées par un numéro Siren – et couvrent les redressements et les liquidations judiciaires. La notion de « défaillance » se distingue de celle de « cessation d'activité » qui correspond à l'arrêt total de l'activité d'une entreprise. Une défaillance ne donne pas nécessairement lieu à une cessation d'activité, et *vice versa*.

Une unité légale peut faire l'objet de plusieurs procédures collectives au cours du temps. Quand, suite à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la liquidation judiciaire est prononcée à l'issue de la période d'observation, une seule défaillance est comptabilisée. En revanche, on considère que lorsqu'un plan de continuation ou un plan de cession intervient entre un redressement judiciaire et une liquidation judiciaire ou un nouveau redressement, ce plan clôture la procédure initiale de redressement. La liquidation ou le second redressement sont donc comptabilisés comme une nouvelle ouverture de procédure, c'est-à-dire comme une nouvelle défaillance de l'unité légale.

Les défaillances des sociétés en nom collectif (SNC) de défiscalisation consécutives à la défaillance de leur maison-mère sont neutralisées afin d'éviter de compter plusieurs fois la même procédure.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : M. SCHWEITZER

Rédaction : B. TERRIEN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : octobre 2019 – Dépôt légal : octobre 2019 – ISSN 2679-0823